

[print](#)

## Un juge fédéral soutient l'alimentation forcée des prisonniers de Guantanamo

De [Fred Mazelis](#)

Global Research, juillet 20, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/un-juge-federal-soutient-l'alimentation-forcee-des-prisonniers-de-guantanamo/5343403>

Un juge de la Cour fédérale de district de Washington DC a débouté trois détenus de Guantanamo en grève de la faim qui demandaient la fin de la douloureuse alimentation forcée imposée à des dizaines de détenus ces derniers mois.

La décision de 15 pages de la juge Rosemary Collyer, rendue le 16 juillet, suinte de mépris pour les nombreux détenus qui restent dans le camp de détention de Guantanamo, dont une bonne partie depuis plus de 10 ans. La grande majorité n'a jamais été mise en accusation et beaucoup ont passé des années dans ce camp alors qu'ils sont clairement innocents de toute prise d'armes contre les troupes américaines, ayant été simplement livrés à l'armée américaine en Afghanistan ou ailleurs contre des primes.

« Il n'y a rien de tellement choquant ni inhumain dans le traitement des requérants – qu'ils pourraient faire cesser d'eux-mêmes – qui mérite de soulever des questions sur le respect de la constitution pouvant justifier un examen, » a déclaré la juge. « Bien qu'elle soit rédigée comme une demande de faire cesser l'alimentation par tubes nasogastriques, la véritable plainte des requérants est que les États-Unis ne les laissent pas se suicider par le jeûne. »

Cette décision, qui confirme la ligne officielle des autorités militaires et du gouvernement Obama, déclare avec arrogance que les prisonniers n'ont aucun droit à l'usage de la grève de la faim comme moyen de protestation politique.

La décision de Collyer n'est pas différente, pour ses effets légaux, d'une autre publiée le 10 juillet par la juge Gladys Kessler, de la même cour fédérale, sur une autre demande de certains détenus de Guantanamo. Kessler avait déclaré que le Congrès avait fait passer une loi valide qui retirait les conditions de détention à Guantanamo du domaine de compétence des cours fédérales.

En même temps, cependant, la Juge Kessler avait admis que l'alimentation forcée des détenus est « douloureuse, humiliante et dégradante. » Exprimant les inquiétudes d'une section de l'appareil judiciaire et plus largement de l'élite politique, elle a dit que le président Barack Obama était « la seule personne ayant l'autorité pour régler cette question. »

Les prisonniers de Guantanamo ont subi des conditions qui sont quasiment sans précédent, que ce soit en termes de durée de l'emprisonnement ou de suppression de l'*habeas corpus* [garantie fondamentale contre la détention arbitraire, ndt] comme pratiquement de tous les autres droits. Ils ont commencé leur grève de la faim en février. Si elle avait commencé comme une protestation contre la manière dont des corans avaient été examinés et autres traitements dégradants, elle est devenue un moyen de protester contre leur détention illimitée dans des conditions déplorables, y compris le fait que, prisonniers de la « guerre contre le terrorisme » sans fin des États-Unis, ils ont pratiquement perdu tout espoir d'être libérés un jour.

Cent soixante-six détenus sont encore à Guantanamo, des centaines ont été

rapatriés dans leur pays ou ailleurs après des années et des années d'emprisonnement sans procès et, bien sûr, sans un mot d'excuse ni un centime d'indemnité. Dans la période récente, cependant, les libérations de détenus ont pratiquement cessé. Sur les détenus restants, 86 ont reçu une autorisation de transfert, principalement vers le Yémen, mais ils restent prisonniers parce que le gouvernement Obama considère que ce pays est trop instable politiquement.

Jon Eisenberg, un avocat représentant les détenus dont la dernière requête a été sommairement rejetée, a réfuté l'accusation qu'ils chercheraient à se suicider. « La juge Collyer n'a pas compris ce que veulent les détenus en grève de la faim, » a-t-il dit, d'après le site Web politico. « Ils ne veulent pas se suicider. Ils veulent protester contre leur détention indéfinie, et la grève de la faim est l'unique moyen qu'ils ont à leur disposition. »

Les autorités militaires affirment que le nombre de grévistes de la faim a commencé à baisser, depuis le pic de 106 la semaine dernière, à 80 ce mardi. Mais Eisenberg a déclaré qu'il n'y avait aucun affaiblissement de la volonté des prisonniers. « Le gouvernement refuse aux détenus le droit de pratiquer les prières communes du ramadan tant qu'ils n'ont pas mangé, » a-t-il expliqué. « C'est pour cela que le nombre de grévistes de la faim baisse. Ils veulent prier. »

Le rôle de la Maison Blanche dans cette grève de la faim est particulièrement hypocrite et méprisant. Le 23 mai, Barack Obama avait fait un discours dans lequel il avait répété son serment de faire fermer Guantanamo, déclarant que c'était « un symbole dans le monde entier d'une Amérique qui ne respecte pas l'Etat de droit. » Deux mois plus tard, absolument rien n'a été fait pour fermer ces installations, ni même pour libérer ces détenus qui auraient reçu l'autorisation de partir. On peut difficilement croire que le président pense que sa rhétorique occasionnelle sur les « droits de l'Homme » puisse tromper qui que ce soit, aux États-Unis ou n'importe où ailleurs.

Dans une autre décision rendue par un juge de district fédéral, la semaine dernière, et qui montrait au moins en partie la brutalité des conditions de détention à Guantanamo, le juge Royce C. Lamberth a interdit aux gardes américains de continuer à mener des fouilles de l'entrejambe. D'après Walter Pincus dans le *Washington Post*, Lamberth expliquait que durant ces derniers mois, les gardes étaient tenus d'utiliser leur main posée à plat « pour presser l'entrejambe afin de détecter tout objet attaché au corps. »

Lamberth a déclaré que ceci, et quelques autres actes en rapport, constituaient un traitement « religieusement et culturellement répugnants » pour des prisonniers musulmans. Le juge a rejeté les arguments du gouvernement selon lesquels les fouilles au corps intrusives des détenus, quand ils quittaient leur cellule et y retournaient, seraient nécessaires pour détecter de la contrebande, déclarant que c'était une « réponse disproportionnée » à des questions de sécurité.

**Fred Mazelis**

Article original, [WSWS](#), paru le 18 juillet 2013

Copyright © 2013 Global Research